

Renault 2013 : PPG ?

Dividendes **+48%**

Salaires **+0%**

Intéressement **-32%**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 19 février 2013

Patrons et gouvernement casseurs d'emplois, de services publics et de budgets sociaux : Ras-le-bol !

Il voudrait provoquer les travailleurs de Renault qu'il ne s'y prendrait pas autrement : le PDG de Renault vient d'annoncer qu'il était prêt, attention, même pas à renoncer au versement de 30 % de la part variable de son salaire chez Renault, soit 430 000 €, mais à le « reporter » à 2016. L'équivalent de l'aumône d'une pièce jaune pour Carlos Ghosn, qui touche un salaire annuel de 13,3 millions d'euros. C'est avec des déclarations aussi indécentes qu'il s'imagine convaincre les salariés de Renault de se sacrifier et d'accepter les accords de compétitivité, c'est-à-dire de travailler plus en gagnant moins.

Pendant que Ghosn étale sa richesse, PSA pleure misère en annonçant 5 milliards d'euros de pertes... fictives, pour 2012.

En effet, des pertes aussi fictives que la richesse de Ghosn et de l'ensemble du monde patronal est réelle : il s'agit de 4,7 milliards de « dépréciation d'actifs », c'est-à-dire d'un artifice comptable anticipant, en cas de vente, la perte de valeur de sites industriels comme celui d'Aulnay que la direction veut fermer. Quant aux 300 millions d'euros restants, ils ont été provisionnés pour financer les 11 000 suppressions de postes. PSA avoue lui-même que « *cette mesure est sans impact sur la trésorerie et n'affecte ni la liquidité ni la solvabilité du groupe* ». Un simple jeu d'écritures, donc, qui a pour but de noircir le tableau et de justifier les licenciements et pertes d'emplois. En attendant, les voitures sortent et l'argent rentre ! Les actionnaires ne s'y sont pas trompés : le jour même de l'annonce, l'action montait de 2,5 % à la Bourse de Paris.

Un gouvernement complice

Ce sont les mêmes profiteurs et exploiters qui parlent de violence et de terrorisme quand les salariés se mettent en grève contre leurs attaques, comme à Aulnay depuis cinq semaines. Mais d'où vient la violence, quand on voit un chômeur en fin de droits

s'immoler devant Pôle emploi à Nantes, désespéré par sa situation ? Qui est responsable de cette violence, sinon ceux qui l'ont licencié ?

Ce n'est pas tout. Comme si la situation de millions de salariés et de retraités ne devenait pas assez insupportable, voilà que le gouvernement parle de « rigueur » : le ministre de l'économie projette de nouvelles réductions de dépenses publiques, le premier ministre parle de fiscaliser les allocations familiales, et le président socialiste de la Cour des comptes (nommé à l'époque par Sarkozy), conseille à ses copains du gouvernement de geler les retraites ou de supprimer les transports locaux gratuits pour les seniors ! Bref : patrons et ministres, tous unis contre le monde du travail, pour que les Ghosn, Peugeot et autres nababs du CAC40 puissent afficher leur arrogance et appliquer leurs plans scélérats.

Rendre les coups aux casseurs sociaux

Il y a bien là une surenchère dans les attaques, qui mérite une riposte. Tous ces riches décomplexés, qui nous demandent de nous serrer encore plus la ceinture pour qu'ils se remplissent mieux les poches, n'auront pas volé le coup de colère qui pourrait bientôt éclater, et que nous devons tous préparer !

C'est en s'unissant dans toutes les occasions possibles que nous nous ferons craindre. La semaine dernière, les Goodyear qui manifestaient devant le siège de leur entreprise à Rueil-Malmaison avaient invité toutes les entreprises en lutte à venir les rejoindre. Ils ont eu le renfort de délégations de PSA Aulnay, mais aussi de Renault-Guyancourt, de Sanofi, d'Arcelor ou encore de Fralib. Les médias n'en revenaient pas de voir les salariés de PSA et de Renault faire cause commune quand ils se sont rassemblés à Flins ou à Cléon. Souhaitons qu'ils n'aient pas fini d'en voir !

Le 5 mars sera parmi d'autres une nouvelle occasion de se mobiliser ensemble contre les accords de la honte que certains syndicats ont signés au niveau national avec le Medef.

Quand la lutte paye

La succession et l'ampleur des débrayages contre son projet d'accord de compétitivité ont obligé la direction à revenir en arrière sur les détachements intersites. Le 29 janvier, elle annonçait la création d'un observatoire afin de « *veiller aux situations individuelles* ». Le 5 février, elle promettait que les détachements obligatoires seraient limités à la durée de l'accord. Enfin le 12 février finalement, elle déclarait qu'ils resteraient au volontariat comme c'est le cas aujourd'hui.

Un premier recul. Mais pour le reste, rien de neuf. On sait ce qu'il reste à faire.

Aucune avancée : que des reculs

Certains syndicats vantent les soi-disant avancées de la négociation et se disent prêts à signer l'accord de compétitivité. Pourtant mis à part le maintien des détachements mais au volontariat, rien n'a changé : blocage des salaires, hausse du temps de travail, flexibilité, mutualisations, réduction des effectifs...

La plupart des volumes de production promis étaient déjà prévus. Et la direction veut toujours supprimer 3800 postes à l'ingénierie-tertiaire, dont 1000 à l'Ingénierie qui seraient externalisés. Un accord toujours aussi inacceptable.

Une direction qui fait de l'aqua-planning

La direction a programmé une nouvelle « dernière » séance de négociation mardi 19 février. En fait comme son accord de compétitivité a du mal à passer, elle a dû faire glisser tout son planning.

L'accord qui devait initialement être signé en janvier, devrait être rédigé finalement après la réunion du 19. Puis il serait soumis à la signature des syndicats en mars, c'est à dire après consultation du CCE. Ensuite, la direction définirait des « *décrets d'application* » concernant certaines parties de l'accord, et convoquerait un nouveau CCE sur la réorganisation de l'Ingénierie et les cœurs de métiers. Enfin, si rien ne change d'ici là.

Autant d'occasions de se mobiliser pour faire barrage aux mauvais coups.

De l'argent, il y en a...

Les caisses de Renault sont pleines : sa trésorerie atteint 10,1 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 3,5 milliards de lignes de crédit. Un niveau historique selon la direction ! Renault a remboursé complètement ses dettes au point d'avoir un montant net de liquidités (différence entre la trésorerie et les engagements financiers) de 1,492 milliards d'euros.

Il n'y a donc aucune raison de réduire les emplois et les salaires. Cet argent, qui provient de notre travail, devrait servir à investir dans la production et dans les projets, à embaucher, à améliorer les conditions de travail et à augmenter les salaires.

Pas de crise pour les actionnaires

Le conseil d'administration a décidé d'augmenter de 48 % les dividendes : 508 millions d'euros contre 343 l'an dernier. Près d'un tiers des bénéfices (1,7 milliards) va donc passer dans les poches des actionnaires, alors que Renault gèle les salaires. Pour que les uns s'enrichissent...

Désintéressement

L'enveloppe globale de la prime d'intéressement aux bénéficiaires est en baisse de 32% : 44 millions en 2012, contre 65 en 2011. Moins de bénéfices, certes, mais pourquoi les dividendes grimpent-ils de 48% ?

Ghosn salué par les marchés financiers

L'annonce des résultats financiers a été saluée par les marchés : l'action a pris 7,7 % en un jour et elle continue à grimper. Il en est que la santé de Renault n'inquiète pas. Alors pourquoi les salariés devraient-ils se serrer la ceinture ?

A bas les privilèges

L'objectif d'un Free Cash Flow positif en 2012 est largement atteint : +600 millions d'euros. Un résultat obtenu au prix de coupes budgétaires sur les projets, l'avance intéressement, les conditions de travail et la prestation, avec le départ de nombreux prestataires. Mais les bénéficiaires de la PPG (Prime de Performance Groupe versée aux plus hauts cadres) ont le sourire : ça va tomber ! Renault soigne sa cour.

Provocateur et radin

Carlos Ghosn reporterait le versement de 30 % de sa part variable perçue chez Renault au titre de 2012. Il empocherait cette somme en 2016 seulement si l'accord de compétitivité est respecté. Mais il faudrait d'abord que des syndicats le signent.

Ghosn mise donc 430 000 €, soit 3 % de sa rémunération Renault-Nissan de 13,3 millions. Des cacahuètes, sans commune mesure avec l'impact de cet accord sur les salariés et sur l'emploi.

Un contre forum

Jeudi 14, 150 salariés du Technocentre et de Lardy se sont vus refuser l'entrée de l'amphithéâtre Gorges Besse à l'Avancée, où Ghosn tenait son open forum. Un autre forum a donc été improvisé devant les portes bloquées par la direction... pour y défendre un tout autre point de vue et avec davantage d'ambiance qu'à l'intérieur de l'amphi !

L'union fait la force

Le 12 février, une cinquantaine de salariés du TCR ont rejoint, à Rueil, le rassemblement des salariés de Goodyear Amiens. Il y avait aussi des délégations de PSA-Aulnay, Sanofi, ArcelorMittal... Un petit pas vers la convergence des luttes.